



Rapport d'activités des Verts vaudois

Exercice juin 2017 - mai 2018

Table des Matières

1. Rapport du Bureau.....p.3
2. Rapport du groupe des Verts au Grand Conseil.....p.5
3. Rapport de la Conseillère d'Etat.....p.8
4. Rapport des conseillers nationauxp.11

Rapport d'activité du Bureau pour l'année 2017-2018

Malgré l'absence d'échéances électorales, les 12 derniers mois ont vu notre Mouvement mener un nombre important d'actions en faveur d'une société plus durable et solidaire, dont voici un compte rendu.

L'absence de campagnes électorales nous a permis de nous concentrer sur des thèmes précis, et d'effectuer un travail de fond sur notre positionnement. Cela s'est par exemple traduit par l'adoption au mois de février 2018 d'un papier de position sur la croissance économique, fruit de l'excellent travail d'un groupe de réflexion s'étant penché sur cette thématique, par l'organisation d'une assemblée générale extraordinaire en novembre 2017 afin de prendre position sur le projet de Jeux Olympiques d'hiver à Sion en 2026 ou encore par le lancement des travaux en vue de la rédaction et adoption de papiers de position sur la biodiversité et la bienveillance animale.

D'un point de vue militant, nous avons participé activement, via des coordinations interpartis et associations, aux campagnes pour les différentes votations qui ont eu lieu ces derniers mois. Nous avons ainsi notamment assuré la direction, en collaboration avec le PLR, de la campagne vaudoise pour le NON à l'initiative NoBillag, et nous sommes fortement engagé-e-s, tant financièrement qu'en termes humains, dans la campagne en faveur de l'initiative pour le remboursement des soins dentaires.

L'initiative « Pour un canton de Vaud sans extraction d'hydrocarbures » a été déposée au mois de juillet avec près de 15'000 signatures valables, et un contre-projet indirect est actuellement en discussion devant une commission du Grand Conseil. Ce dossier risque donc de nous occuper encore de nombreux mois.

Le Bureau a également souhaité réfléchir sur le long terme à ses priorités pour le développement de notre Mouvement et son bon fonctionnement. Une retraite de deux jours, à Château d'Oex au mois d'octobre 2017, a permis de tracer les grandes lignes d'actions futures, qui seront présentées aux membres dans le courant de l'année à venir. Parmi ces priorités, le recrutement de nouvelles et nouveaux membres, une plus grande mobilisation de nos membres actuel-le-s, le positionnement sur divers sujets ou encore une amélioration du fonctionnement de nos structures.

La volonté de mieux accueillir nos nouvelles et nouveaux membres nous a poussés à organiser en marge de chaque assemblée générale un apéritif leur étant destiné, afin de les accueillir comme il se doit et leur expliquer le fonctionnement du Mouvement. L'organisation d'une projection d'un film offerte à nos membres au mois de février 2018 s'inscrit également dans cette volonté de réunir et accueillir dans un cadre décontracté et festif.

Le Bureau, en charge de la communication du Mouvement, a rédigé plusieurs communiqués de presse, notamment en coordination avec le groupe des député-e-s au Grand Conseil, afin de rendre publiques les prises de position des Verts et leurs actions. On peut citer à titre d'exemple la réaction au programme de législature 2017-2022 du Conseil d'Etat, ou encore l'annonce d'actions aux niveaux cantonal et communal pour s'opposer à l'affaiblissement des normes en matière de sécurité nucléaire. Pour la première fois, le Bureau a en outre organisé en collaboration avec le groupe des député-e-s une « Conférence de presse de la rentrée », présentant les principaux sujets politiques sur lesquels les Verts comptaient intervenir fin 2017 et début 2018.

Le Bureau a, avec l'aide des groupes thématiques, répondu au nom des Verts vaudois à plusieurs consultations, parmi lesquelles on peut citer la consultation cantonale sur le projet de modification de la loi sur le soutien aux activités de jeunesse, ou celle fédérale sur la contribution financière au projet de Jeux Olympiques 2026 à Sion.

Des représentant-e-s du Bureau ont participé à plusieurs comités interpartis, comme par exemple celui pour l'organisation du Forum contre la spéculation sur les matières premières.

En tout, le Bureau aura siégé 27 fois, dont 4 fois de manière élargie (avec le chef de groupe au Grand Conseil, et notre Conseillère d'Etat et son collaborateur personnel), pris part à 2 Trèfles (réunions entre partis de gauche représentés au Grand Conseil), organisé 4 comités élargis, 1 comité statutaire et 3 AG (2 extraordinaires et 1 ordinaire). Il a aussi participé, par l'intermédiaire de ses deux délégués, au Comité des Verts suisses.

Rien de ce qui est évoqué ci-dessus n'aurait été possible sans l'inestimable travail de France Manghardt et Anne Caldelari, nos deux secrétaires. Nous les remercions de tout cœur de leur efficacité et de leur engagement !

Pour le Bureau
Alberto Mocchi,
Président

Rapport d'activité du groupe parlementaire des Verts 2017-2018

Contexte politique et interventions vertes

Ce rapport d'activité couvre l'entrée en fonction des nouvelles autorités cantonales suite aux élections cantonales de mars 2017. Les Verts passent ainsi à un pourcentage de représentation au Parlement de 13,1% en 2012 à 14,16 % en 2017 (+1,06%). La représentation féminine dans nos rangs s'améliore aussi avec 9 députées dès 2017 contre 6 auparavant, ce qui équivaut maintenant à 42,86 % de femmes dans le groupe, qui se rajeunit aussi avec 3 députées de moins de 30 ans et 3 trentenaires représenté-e-s. Nous avons désormais une délégation composée de 21 député-e-s (+2), réparti-e-s comme suit :

Aigle - 1 siège : Susanne Jungclaus Delarze (réélue)

Broye-Vully - 1 siège : Felix Stürner (réélu)

Gros-de-Vaud - 1 siège : Anne-Laure Botteron (nouvelle élue)

Jura / Nord vaudois - 2 sièges : Vassilis Venizelos (réélu) et Sabine Glauser Krug (réélue)

Lavaux – Oron - 2 sièges : Andreas Wüthrich (réélu) et Christian van Singer (nouvel élu)

Morges - 2 sièges : Raphaël Mahaim (réélu) et Sylvie Podio (réélue)

Nyon - 2 sièges : Olivier Mayor (réélu) et Didier Lohri (nouvel élu)

Ouest-lausannois – 2 sièges (+1) : Nathalie Jaccard (réélue) et Rebecca Joly (nouvelle élue)

Riviera – Pays d'En haut - 2 sièges : Olivier Epars (réélu) et Jean-Marc Nicolet (réélu)

Lausanne Ville - 5 sièges (+1) : Anne Baehler Bech (réélue), Yves Ferrari (réélu), Léonore Porchet (nouvelle élue), Etienne Räss (réélu), Séverine Evéquoz (nouvelle élue)

Romanel - 1 siège : Maurice Mischler (nouvel élu)

Du point de vue de la qualité des débats, la violence de la campagne électorale semble avoir laissé des traces. Sur plusieurs dossiers d'importance, les positions sont apparues extrêmement figées voire dogmatiques (soins dentaires, commission d'enquête parlementaire contre le SPEN, plan directeur cantonal, LATC). Il est difficile d'obtenir des avancées, même si le minimum a pu être sauvé dans les débats sur la LATC, par exemple. La législature a commencé de manière particulièrement désagréable par une attaque de l'UDC, soutenue au départ par une partie du PLR, contre notre Ministre en demandant l'instauration d'une Commission d'enquête parlementaire sur le service pénitentiaire, proposition heureusement finalement rejetée, tant la demande était disproportionnée au vu de la situation dans ce domaine.

Le nouveau groupe des député-e-s est très actif et dépose de nombreux objets, par exemple sur les thèmes suivants :

- **Energie** : les Verts ont déposé un bouquet d'interventions pour pousser la politique énergétique cantonale et l'adapter suite, notamment, aux dernières évolutions fédérales en la matière.
- **Agriculture** : les Verts se sont souciés du futur de l'Agroscope de Changins qui remet en cause la recherche agricole appliquée ; de l'agriculture urbaine, pour favoriser le rapprochement entre citadins et producteurs des campagnes et répondre à la demande actuelle croissante vers plus de local et des circuits courts ; ou encore ont demandé au gouvernement de prendre toutes les mesures nécessaires pour atténuer au maximum les effets iniques, dans notre canton, de la nouvelle fiscalité agricole.
- **Egalité-genre** : les Verts ont été très présent-e-s lors des débats sur la révision de loi cantonale sur les violences domestiques, obtenant, notamment, que les armes soient désormais préventivement systématiquement séquestrées pour protéger davantage les victimes. Ils sont aussi intervenu-e-s, en écho au phénomène « Me Too » pour

demander au Conseil d'Etat la mise sur pied d'un plan d'action contre le harcèlement sexuel basé sur l'éducation et pensé pour prévenir ces cas auprès des auteurs plutôt que de culpabiliser les victimes (en inversant donc la perspective).

- Biodiversité : en demandant, par exemple, quelles sont les priorités du Conseil d'Etat pour mettre en œuvre, dans notre canton, les 26 mesures fédérales du Plan d'action de la stratégie biodiversité suisse, ou encore que le service en charge de l'agriculture participe activement à l'élaboration du plan cantonal de la biodiversité annoncé dans le programme de législature du Conseil d'Etat tant l'agriculture intensive conventionnelle encore majoritaire impacte l'inquiétante disparition actuelle de nombreux oiseaux.

Les député-e-s Verts sont donc toujours très actifs, et occupent aussi le terrain sur d'autres thématiques en continuant d'essayer de faire bouger les lignes sur différents dossiers, avec plus ou moins de succès étant donné l'ambiance partisane tendue : JO 2026, préservation du patrimoine, transports publics efficaces (notamment Tram Lausanne-Bussigny, gare de Villeneuve et desserte de l'Hôpital Riviera-Chablais). Les interventions des députés sont disponibles sur le site web des Verts vaudois : [http://www.verts-
vd.ch/documentation/interventions-gc/](http://www.verts-vd.ch/documentation/interventions-gc/)

Représentations dans différentes instances

Nous avons la chance d'avoir cette année une verte comme première citoyenne du canton, en la personne de Sylvie Podio.

Cette période couvrant le début d'une nouvelle législature, voici les député-e-s qui nous représentent désormais dans les différentes commissions actives au sein du Grand Conseil :

-Finances : Anne Baehler Bech et Maurice Mischler

-Gestion : Nathalie Jaccard et Yves Ferrari

-Haute Surveillance du Tribunal Cantonal : Olivier Mayor

-Affaires extérieures : **Etienne Räss (Président)** et Andreas Wüthrich

-Pétitions : Séverine Evéquoz et Olivier Epars

-Grâces : Olivier Epars

-Affaires juridiques : Rebecca Joly, Raphaël Mahaim, Olivier Mayor

-Politique familiale : Sabine Glauser et **Felix Stürner (Président)**

-Santé : Rebecca Joly, Léonore Porchet et **Vassilis Venizelos (Président)**

-Infrastructures liées aux transports et à la mobilité : Susanne Jungclaus Delarze et Christian van Singer

-Institutions : Raphaël Mahaim (Vice-président) et Didier Lohri

-Systèmes d'information : Etienne Räss et Didier Lohri

-Présentation : Anne Baehler Bech

-Visiteurs de prison : Jean-Marc Nicolet

-HES-SO : Felix Stürner

-Gymnase de la Broye : Maurice Mischler

-Convention scolaire : Sabine Glauser

-Hôpital Riviera-Chablais : Jean-Marc Nicolet

-Hôpital de la Broye : Felix Stürner

Consultations

L'activité parlementaire vaudoise bénéficie du travail préalable effectué par les groupes thématiques chargés de rédiger les réponses des Verts vaudois aux consultations cantonales. Plusieurs député-e-s participent directement, d'ailleurs, au travail de rédaction de ces réponses, dans un effort d'échanges de connaissances et de lien entre compétences pratiques et politiques.

Ainsi, les député-e-s Verts remercient les GT d'avoir répondu aux consultations suivantes :

23.03.2018 Procédure de consultation fédérale – Ordonnances nucléaires

14.03.2018 Procédure de consultation fédérale – Conventions culturelles (ratifications)

27.02.2018 Procédure de consultation fédérale – Arrêté fédéral sur les crédits d'engagement à partir de 2019 pour les contributions aux mesures dans le cadre du programme en faveur du trafic d'agglomération

18.02.2018 Contribution de la Confédération aux Jeux olympiques et paralympiques d'hiver Sion 2026 (consultation fédérale)

08.02.2018 Avant-projet de loi fédérale sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques (consultation fédérale)

06.10.2017 Avant-projet de loi modifiant la loi sur le soutien des activités de jeunesse (consultation cantonale – réponse conjointe des Verts VD et des JVVD)

02.10.2017 Consultation cantonale sur la loi sur les activités vétérinaires (consultation cantonale)

31.07.2017 2ème projet de révision de la LAT (consultation fédérale)

31.07.2017 Modification de la Loi sur l'exercice des activités économiques (Uber) (consultation cantonale)

Comptes 2017

Sur l'année 2017, le gouvernement à majorité rose-verte a démontré sa capacité à maîtriser les charges de fonctionnement et bénéficie toujours d'une excellente santé financière, avec un confortable bénéfice annoncé qui lui permet de tenir ses promesses et d'investir dans l'avenir tout en répondant aux besoins actuels. Les Verts sont satisfaits des investissements réalisés dans la diversification du tissu économique vaudois avec un renforcement des programmes liés aux biotechs et aux cleantechs. D'autre part, l'aide accordée aux communes pour faire face à l'introduction précoce de la RIE III cantonale était une demande verte depuis 2014. Autre demande des Verts honorée : l'aide apportée aux communes devant faire face aux importants frais incombant lors de la survenue de fouilles sur le territoire communal.

Seul bémol au tableau, le bénéfice de cette année ne sert ni à la protection de la nature ni à répondre à l'urgence climatique. Les Verts regrettent que le canton ne se montre pas plus ambitieux en matière de biodiversité, de lutte contre les dérèglements climatiques, etc. et un groupe a été mis sur pied pour apporter des propositions constructives en vue du budget 2019.

Vassilis Venizelos,
Chef de groupe des député-e-s
Verts

Rapport d'activité 2017–2018 de la Conseillère d'État

L'année passée, au moment de conclure le dernier rapport d'activité en ma qualité de conseillère d'Etat, nous étions encore en pleine euphorie après la victoire des Verts et du PS aux élections cantonales. Les confettis balayés, il a fallu tout de suite se retrousser les manches. Les premières discussions au Conseil d'Etat ont porté sur la répartition des départements, qui n'ont guère connu de changements majeurs, ni de rocades, avant de rentrer dans le vif du sujet : le programme de législation. Un travail collégial qui se sera fortement appuyé sur la plateforme de gauche pour en tirer des idées fortes à mettre en œuvre ces prochaines années. Pour le Département des institutions et de la sécurité (DIS), dont j'ai le plaisir de continuer à assurer le pilotage politique, ce sera à n'en pas douter une nouvelle législature à haute intensité.

Ces derniers douze mois ne l'ont en tous les cas pas démentis. Voici un petit tour d'horizons des services.

Service pénitentiaire (SPEN)

Le SPEN aura assurément été au centre de l'attention politique et médiatique ces douze derniers mois. Fin août, une lettre de 62 détenus qui se plaignaient des conditions de détention à Bochuz, en particulier sur des restrictions en matière de ballons de foot, a braqué les projecteurs sur le monde carcéral. D'autres courriers ont alors suivi, de détenus toujours et d'anciens collaborateurs, trouvant une caisse de résonance inattendue dans les quotidiens et hebdomadaires de la place. Les détenus n'en demandaient pas moins, adressant leurs missives directement à la Présidente du Grand Conseil et à la presse plutôt qu'à la voie institutionnelle et hiérarchique usuelle.

C'est dans ce climat tendu que le groupe UDC du Grand Conseil, suivi par une large partie du groupe PLR, a décidé de lancer une requête pour l'institution d'une commission d'enquête parlementaire (CEP). Une telle commission est rarissime dans le canton de Vaud, il n'y en a eu que deux précédemment en vingt ans pour des cas graves d'atteinte au patrimoine de l'Etat. Heureusement, le Grand Conseil n'a pas suivi cette demande de CEP et a ainsi évité une crise institutionnelle. Cette situation a néanmoins été éprouvante et a mobilisé de nombreuses ressources du service, notamment pour la rédaction urgente d'un rapport de quelque 50 pages afin de répondre aux accusations à visée politique évidente.

Mais derrière ce tumulte, le service a dû redoubler d'efforts pour assurer la sécurité des établissements de ce canton et, in fine, de la population vaudoise. Le service devait aussi se préparer à l'entrée en vigueur du nouveau droit des sanctions au 1er janvier 2018. Cette modification du droit fédéral réintroduit les peines privatives de liberté pour des courtes durées. En d'autres termes, on préfère les gens en prisons plutôt que de ne les faire payer par des moyens financiers. Afin d'adoucir ce durcissement souhaité, les cantons peuvent proposer des mesures alternatives telles que les travaux d'intérêt général (TIG) ou des arrêts domiciliaires sous surveillance électronique, les fameux bracelets.

La surpopulation carcérale et l'utilisation accrue des zones carcérales de police continuent à rendre le travail du SPEN difficile afin d'encadrer au mieux les personnes détenues en vue d'une nécessaire resocialisation. Les manques d'effectif sont aussi pointés du doigt régulièrement. Cela étant, le Conseil d'Etat a annoncé sa décision ce printemps de construire un nouvel établissement pénitentiaire de près de 410 places à terme à proximité des EPO. Une première étape de 216 places est déjà sur les rails. Ce projet a dû lui aussi subir le jeu politique autour de la CEP et a pris ainsi du retard.

Le SPEN a déjà connu une forte croissance lors de la précédente législature, avec 254 places de détention nouvelles ou réaménagées et une augmentation des effectifs de près de 40%. Un effort colossal qui permet de rattraper une partie du retard accumulé ces trois dernières

décennies. Cela étant, au-delà des effectifs et du manque de place, le SPEN poursuit aussi la mise en œuvre de la politique pénitentiaire ambitieuse et humaniste voulue pour le canton.

Police cantonale vaudoise (POLCANT)

Le travail de la police cantonale vaudoise a été intense ces derniers mois. Un travail qui paye, avec l'ensemble des partenaires de la chaîne pénale, au vu de la baisse continue de la criminalité dans ce canton. Elle a baissé de plus de 40 % maintenant depuis près de 4 ans. Des chiffres réjouissants qui confirment les choix stratégiques pris.

Cela étant, les améliorations sont toujours possibles. En juin dernier, un rapport de la Cour des comptes posait un regard critique sur la mise en place de la police coordonnée dans le canton, tant du point de vue de la gouvernance que du financement. Nul doute que la police coordonnée choisie par le peuple vaudois doit continuer à trouver des ajustements. Plusieurs interventions parlementaires pendantes vont d'ailleurs dans ce sens.

Au-delà de cette question épineuse, le travail opérationnel se poursuit avec grande satisfaction. La Police cantonale vaudoise a renforcé son travail de proximité notamment en rénovant son poste au Pays d'En-Haut et en soutenant les communes pour des actions spécifiques de lutte contre le deal de rue.

En matière de travail de lutte contre le terrorisme, la police a aussi pu étoffer sa division de renseignement et, tout début mai, nous avons pu annoncer le cœur du dispositif vaudois en matière de lutte contre la radicalisation. En plus d'une « help line » à l'intention de la population, un groupe opérationnel, présidé par le préfet de Lausanne, et dans lequel siègent des représentants du secteur socio-éducatif, permettra une prise en charge optimale des cas annoncés. Suivant ainsi les recommandations du plan d'action national en matière de lutte contre la radicalisation et l'extrémisme violent, le canton disposera, sous réserve de son approbation par le Grand Conseil, d'un outil à la fois sécuritaire et à la fois de prévention et de prise en charge.

Service des communes et du logement (SCL)

Du côté du SCL, ces douze derniers mois ont été surtout marqué par 3 dossiers phares. Le règlement d'application de la L3PL est entré en vigueur au 1er janvier 2018 permettant ainsi la mise en vigueur de ladite loi. Les effets se font déjà sentir, car les premiers logements à loyers abordables (LLA) ont déjà été réalisés. La promesse d'appartement de 3,5 pièces pour moins de 1'500.- par mois, sans subventions, s'est ainsi concrétisée. Les effets néfastes de la pénurie vont donc enfin pouvoir être atténués !

Les projets de fusion de communes vont aussi bénéficier d'un nouveau souffle grâce au dispositif revu actuellement à l'étude d'une commission du Grand Conseil. Pas de révolution en la matière, mais quelques outils incitatifs supplémentaires qui seront certainement appréciés. En premier lieu, une aide au démarrage qui permet aux communes intéressées par une éventuelle fusion d'obtenir un soutien financier pour des études préparatoires et d'éventuels préavis d'intention. Le projet intègre aussi des aides mieux ciblées en fonction de la santé financière des communes. Ainsi la prime permettra de rendre plus attractive les communes dites pauvres. Enfin, un accompagnement de la part du SCL qui va être renforcé, en complément du guide très bien fait déjà à disposition.

Enfin, la révision totale de la loi sur l'exercice des droits politiques (LEDP) a maintenant terminé son premier passage devant un groupe technique à l'interne du DIS et la phase de rédaction a pu débuter. Cette refonte permettra de renforcer les droits démocratiques tout en simplifiant et clarifiant certaines procédures. Une large consultation sur ce projet de loi devrait encore intervenir en 2018.

En marge de ces trois chantiers d'ampleur, cela avance sur de nombreux fronts : mise en œuvre de MCH2, réflexions sur les principes d'une nouvelle péréquation intercommunale ou encore des mesures pour favoriser les logements d'utilité publique et les coopératives de logement.

Office des curatelles et des tutelles professionnelles (OCTP)

Depuis le 1er janvier 2018, c'est la fin des curatelles obligatoires dans le canton de Vaud. Ce ne sera plus que sur une base volontaire que celles-ci seront assurées. Pour mettre fin à cette pratique vaudoise, une réforme de grande ampleur a été lancée. Elle a passé notamment par le recrutement des curateurs volontaires. Une double campagne d'information fin-mai et mi-septembre 2017 ont produit des effets spectaculaires. Ce ne sont pas moins de 2'000 personnes qui se sont annoncées en moins d'une année, là où étaient espérés entre 350 et 400 vocations par an.

Mais la véritable surprise provient du nombre conséquent de curateurs qui ont (pour le moment) décidé de conserver leur mandat malgré la fin de l'obligation. Sur les 5'000 curateurs que le canton de Vaud compte aujourd'hui, seule une petite dizaine d'entre eux ont demandé à être relevés de leur fonction. La preuve que la solidarité est bel et bien vivante ! D'autres chantiers d'importance attendent l'OCTP, en particulier la poursuite de la régionalisation débutée en 2016 avec la création de 4 pôles géographique (ouest, nord, est, centre) et la refonte du système informatique désuet (TUTELEC).

Service sécurité civile et militaire (SSCM)

Au SSCM, la réforme des organes régionaux de la protection civile se poursuit, il ne reste qu'un seul district qui doit encore se rendre conforme. La PCi a effectué plus de 3'000 jours de services d'urgence, notamment lors des trains bloqués dans le Chablais en décembre dernier. Elle a aussi été sur le pied de grue lors de la visite du Président de la République de Chine Xi Jinping et celle de France Emmanuel Macron.

Le château de Morges renforce aussi son rayonnement culturel en ayant proposé en 2017 une exposition de grand calibre sur Givenchy et ses robes pour Audrey Hepburn, illustre habitante de la région. En 2018, c'est une exposition de tous les calibres qui porte sur les armes, et en particulier sur les armes fantastiques : d'Excalibur aux sabres lasers. L'opération Vercingétorix qui vise à récupérer des armes d'ordonnance ou privées gratuitement s'est poursuivie en 2017. Ce ne sont pas moins de 308 armes et 64 armes blanches, ainsi que 152 kilos de munition qui ont été recueillis par les services du canton.

Voilà, chères vertes et chers verts, les principaux dossiers qui ont marqué mon travail de ces douze derniers mois à la tête de ce département. A cela s'ajoute bien évidemment tous les efforts au sein du collègue gouvernemental afin de rendre notre canton plus solidaire et durable. Je suis honorée de pouvoir porter les couleurs de notre mouvement et parti au cœur du Conseil d'Etat vaudois. Merci à vous toutes et tous pour votre soutien réitéré. Sans vous, tout ceci ne serait pas possible.

Béatrice Métraux, Conseillère d'Etat

Rapport d'activité des conseillers nationaux entre juin 2017 et mai 2018

Adèle Thorens Goumaz

Activités en commission

Cette année a constitué une phase de transition entre la Stratégie énergétique 2050 - qui nous a occupés longuement ces dernières années, jusqu'au référendum gagné en mars 2017 - et le nouveau gros dossier qu'est la révision de la Loi sur le CO₂, que nous venons d'entamer.

Révision de la Loi sur les réseaux électriques

Durant cette phase de transition, nous avons terminé la révision de la Loi sur la transformation et l'extension des réseaux électriques, qui a subi quelques rebondissements. Nous étions en particulier parvenus à y insérer une disposition favorisant le courant issu d'énergies renouvelables et locales auprès des clients captifs. Cette disposition était un peu un corps étranger dans la loi et en a finalement été biffée. Nous nous sommes aussi engagés fortement pour des dispositions encourageant l'enfouissement des lignes électriques.

Marché de l'électricité

Nous avons aussi débattu longuement de l'évolution du marché de l'électricité et de la nécessité (ou pas) de soutenir les entreprises hydroélectriques. Nous sommes parvenus, dans ce contexte, à faire passer en commission une proposition permettant de financer la création de réserves stratégiques (rémunération du stockage d'eau dans les barrages en prévision de périodes où elle est le plus nécessaire, dans un contexte de production intermittente d'électricité renouvelable).

Aménagement du territoire

Nous nous sommes aussi battus avec succès contre des propositions visant à affaiblir la loi sur l'aménagement du territoire en vue de permettre la réaffectation de mayens et de raccards, qui auraient fini en résidences secondaires supplémentaires.

Biodiversité

Le plan d'action biodiversité a finalement été publié et discuté en commission, neuf ans après que ma proposition de réaliser une stratégie biodiversité ait été acceptée en plénum. Il s'agit d'un ensemble de mesures extrêmement minimalistes et décevantes, qui ne sont pas du tout à la hauteur des enjeux qui nous sont soumis. Cependant, nous avons suivi l'élaboration de ce plan d'action en coulisses et devons concéder que l'administration a agi avec pragmatisme. En effet, avec le parlement actuel, il aurait été illusoire, voire dangereux, de proposer des modifications légales. Le plan d'action exploite donc la marge de manœuvre laissée par les bases légales actuelles. Nous espérons pouvoir le renforcer lors de la prochaine législature, si le parlement devient plus progressiste.

Climat

Nous avons enfin amorcé la révision de la Loi sur le CO₂, qui vise à appliquer l'accord de Paris. Elle est liée à un autre dossier important, le couplage des systèmes d'échanges de quotas d'émissions, qui a exigé un examen très attentif et une analyse nuancée de notre part. En effet, il comporte des points positifs (collaboration avec l'UE dans la lutte pour le climat, prise en compte des émissions de l'aviation), mais aussi négatifs (le prix du CO₂ est en ce moment encore plus bas sur le marché européen que sur le marché suisse et une taxe CO₂ sur les billets d'avions serait probablement plus efficace que le système proposé, qui n'est par ailleurs que transitoire). La révision de la Loi sur le CO₂ est aussi un défi : la proposition du Conseil fédéral, pourtant décrite par la droite comme trop ambitieuse, est très insuffisante à nos yeux. Elle constitue un ralentissement de la réduction des émissions de CO₂ par rapport au rythme actuel. Par ailleurs, les émissions liées au système financier ne sont pas prises en compte,

alors qu'elles représentent plusieurs fois la totalité des émissions liées à nos activités. Il sera très difficile d'obtenir des résultats convaincants avec la majorité actuelle, mais nous engagerons toutes nos forces pour exploiter la faible marge de manœuvre dont nous disposons.

Votations fédérales

Sécurité alimentaire et Fair Food

Je me suis particulièrement engagée aux côtés des paysans dans le cadre du vote sur le contre-projet à leur initiative pour la sécurité alimentaire en septembre 2017. Ce contre-projet contient, grâce aux Verts, un passage sur les échanges commerciaux internationaux, qui devraient contribuer à un développement durable de l'agriculture et du secteur agro-alimentaire. Le Conseil fédéral a cependant affirmé qu'il ne comptait pas modifier les bases légales actuelles, ni sa stratégie de libre-échange (son projet de politique agricole pour après 2022 en témoigne), pour appliquer cette nouvelle exigence. C'est pourquoi notre initiative Fair Food reste nécessaire. Je fais partie du comité de pilotage fédéral de la campagne, la votation étant fixée en septembre 2018.

No Billag

J'ai en outre été très active dans la campagne contre l'initiative No Billag, votée en mars 2017, en participant au comité de campagne fédéral et à la campagne sur le terrain, ce qui m'a permis de tisser des liens précieux avec les milieux culturels et de renforcer ceux que j'avais déjà avec les milieux de l'audiovisuel.

Engagements personnels divers

Après six années passées à la direction puis à la co-présidence du parti, puis une phase de campagnes intense (économie verte, initiative sur le nucléaire et stratégie énergétique), j'ai enfin disposé de plus de temps pour le travail parlementaire lui-même, effectué souvent en coordination et en réseau avec des organisations proches de nos idées. Je suis aussi intervenue beaucoup plus souvent qu'avant sur le terrain (rencontre de groupes d'intérêts divers, participation à des événements de relations publiques nationaux ou locaux, débats et conférences, interventions dans des écoles).

Au parlement, je me suis engagée dans les domaines suivants :

- Interventions dans les domaines de l'agriculture durable et de l'alimentation : critique de l'élévation des concentrations de pesticides et d'antibiotiques dans les eaux, exigence de conditions-cadres plus favorables à la permaculture, à l'agroécologie et aux nouveaux modèles de gestion agricole (notamment coopératives et agriculture urbaine), lutte contre la maltraitance dans l'élevage des cochons (en coordination avec le parti cantonal), demande d'un plan de sortie du glyphosate (acceptée par le Conseil fédéral mais contestée au parlement, d'où un vote décisif à venir en juin ou en septembre prochain), soutien à un label « fait maison » dans la boulangerie (après l'avoir demandé, avec succès, pour la restauration).
- Interventions dans le domaine de la biodiversité : demande de mesures pour la préservation de la qualité des sols (en coordination avec sanu durabilitas), critique du retard pris par le plan d'action biodiversité (en coordination avec le groupe biodiversité et l'Alliance environnement), demande de reconnaissance de la notion d'écocide (en coordination avec des chercheurs de l'UNIL).
- Interventions dans le domaine de l'économie verte : critique de l'inaction de la Suisse en matière d'obsolescence programmée, demande d'un plan d'action pour réduire les déchets plastiques (en coordination avec les Verts européens).
- Interventions dans le domaine de la politique des médias : opportunités de soutiens directs aux médias dans le cadre de la transition numérique, intervention dans le cadre de la campagne contre No Billag.

- Interventions dans le domaine de la sécurité nucléaire et de l'énergie : critiques de l'affaiblissement des exigences de sécurité favorisant Beznau (en coordination avec Greenpeace), conditions-cadre pour favoriser une tarification progressive de l'énergie (en coordination avec des chercheurs de l'UNIL).
- Interventions dans le domaine de la santé publique : exclusion des contaminants dans les laits en poudre pour bébés (en coordination avec la FRC), mesures contre la pollution intérieure.
- Interventions dans le domaine du climat : soutien aux forces progressistes dans la recherche et les Etats et les villes aux Etats américains après le rejet de l'accord de Paris par Trump, exigences de désinvestissement pour la BNS (en coordination avec l'Alliance climat et les Artisans de la transition), test de durabilité pour les réglementations des marchés financiers (en coordination avec le WWF).

Interventions parlementaires déposées (illustrant les points ci-dessus)

Heure des questions :

17.5352 Obsolescence programmée. Le Parlement européen avance. Et la Suisse ?

<https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaeft?AffairId=20175352>

17.5593 Pourquoi relever les concentrations d'antibiotiques tolérées dans les eaux ?

<https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaeft?AffairId=20175593>

17.5594 Pourquoi relever les concentrations de pesticides tolérées dans les eaux ?

<https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaeft?AffairId=20175594>

17.5610 Le texte de l'initiative "No Billag" laisse-t-il vraiment la marge de manœuvre nécessaire pour élaborer un plan B de sauvetage de la SSR ?

<https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaeft?AffairId=20175610>

18.5018 Affaiblissement des exigences de sécurité nucléaire. Vers d'autres "Lex Beznau" ?

<https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaeft?AffairId=20185018>

18.5171 Autorisation de remise en fonction de Beznau I. Méthode de test la plus favorable

<https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaeft?AffairId=20185171>

18.5172 Autorisation de remise en fonction de Beznau I. Tenir compte de l'usure de la cuve

<https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaeft?AffairId=20185172>

18.5205 Quelles mesures contre les contaminants découverts dans des laits en poudre pour bébés ?

<https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaeft?AffairId=20185205>

Interpellations :

17.3421 Climate first. Soutenir les forces progressistes dans les villes et dans la recherche scientifique américaines

<https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaeft?AffairId=20173421>

17.3422 Comment exploiter le potentiel de la permaculture et de l'agroécologie en Suisse ?

<https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaeft?AffairId=20173422>

17.3452 Comment soutenir les médias dans leur transition vers le numérique ?

<https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaeft?AffairId=20173452>

17.3468 Retard du plan d'action Biodiversité. Quelles causes et quelles conséquences ?

<https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaeft?AffairId=20173468>

17.3649 A quand un label "Fait maison" et plus de transparence dans la boulangerie ?

<https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaeft?AffairId=20173649>

17.3670 Maltraitements intolérables dans l'élevage des cochons. Comment améliorer la situation ?

<https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaeft?AffairId=20173670>
17.3932 Lever les freins réglementaires qui pourraient affecter le développement de microfermes ou de nouveaux modèles agricoles, notamment en lien avec la permaculture
<https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaeft?AffairId=20173932>
17.3946 Un test de durabilité pour les futures réglementations des marchés financiers ?
<https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaeft?AffairId=20173946>
17.3947 Ecocides ou atteintes majeures à l'environnement. Mettre fin à l'impunité
<https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaeft?AffairId=20173947>
17.4047 Quand le Conseil fédéral prendra-t-il des mesures en faveur de la qualité des sols ?
<https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaeft?AffairId=20174047>
17.4309 Tarification progressive ou dynamique de l'énergie. Situation juridique
<https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaeft?AffairId=20174309>

Postulats :

17.4059 Utilisation du glyphosate. Etudier l'opportunité et les modalités d'un plan de sortie progressive

<https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaeft?AffairId=20174059>

18.3060 Etat des lieux et mesures potentielles pour réduire la pollution intérieure

<https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaeft?AffairId=20183060>

18.3196 Comment assurer à l'avenir une gestion écologique, efficiente et économiquement viable des matières plastiques ?

<https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaeft?AffairId=20183196>

Initiatives parlementaires :

17.455 Donner un cadre de durabilité, sur la base de notre Constitution, aux activités de la BNS

<https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaeft?AffairId=20170455>

Daniel Brélaz

Depuis la dernière assemblée générale des Verts vaudois, mes activités ont été les suivantes :

A) Activités lors de votations fédérales (en général très actif)

- Campagne pour la stratégie énergétique (par articles dans le Temps, 24 Heures, messages boostés et suivis sur Facebook, conférences). Votation du 21 mai
- Votation du 24 septembre. Actif dans la votation sur l'article constitutionnel alimentaire (contreprojet à l'initiative des paysans). Très actif sur le paquet AVS (articles de journaux, messages boostés et suivis sur Facebook et Youtube)
- Votation du 4 mars. Très actif contre l'initiative No Billag (article dans les journaux, conférences, débats et messages boostés sur Facebook avec suivi) ; actif sur le renouvellement du régime financier de la Confédération (articles dans les journaux)

B) Activités auprès des Verts suisses

- Fréquentation de toutes les assemblées suisses des délégués.
 - Contacts et aides stratégiques auprès des Verts fribourgeois et valaisans.
- Participation à une assemblée des Verts genevois

C) Activités au Conseil national

- Membre de la commission des Finances et rapporteur de langue française pour le budget 2018 caractérisé par huitante votes explicites dont près de la moitié avec une majorité d'une voix en commission et près de vingt heures de débats. Dans ces conditions l'apport du rapporteur, qui parle en dernier, est parfois décisif lors de votes très serrés.
- Interventions diverses au nom du groupe sur des initiatives populaires, des lois ou des amendements ainsi que des questions à l'orateur (environ une vingtaine)
- Six interventions personnelles consistant en une question (heure des questions) sur de nouveaux allègements dans les ordonnances sur les exportations d'armes permettant d'alimenter les guerres et cinq interpellations.
 - 1) Celle sur l'ordonnance sur la stratégie énergétique qui implique une libéralisation larvée avec plus d'un milliard de kWh passés au marché libéralisé par le regroupement d'installations solaires permettant aussi des achats d'énergie sale à titre complémentaire (franchissement de la limite des 100'000 kWh)
 - 2) Celle sur la maximisation du bénéfice des assureurs-maladie par exclusion. Depuis peu de temps, les assureurs excluent de plus en plus durement principalement les jeunes des assurances complémentaires (hors LAMAL) pour motif de poids (trop ou pas assez), de suivi psychologique notamment. De nouveaux abus se profilent à l'horizon pour ne garder que les bons cas au sens de l'espérance mathématique.
 - 3) CFF. Droit exceptionnel de polluer. Il s'agit des tolérances plus grandes pour les CFF d'utiliser le glyphosate que pour les autres usagers.
 - 4) Stratégie énergétique et accords de Paris. Diverses questions ont été posées sur les moyens d'accélérer la transition pour mieux préserver le climat.
 - 5) Vente par Internet d'animaux vivants et protection des animaux. Il s'agit de certains abus enregistrés dans ce domaine et de suggestion de durcissement des ordonnances.

Pour l'interpellation 5) la réponse a été assez satisfaisante, pour les interpellations 1) et 4) les réponses ont été partiellement satisfaisantes alors qu'elles ont été totalement insatisfaisantes pour les interpellations 2) et 3).